

La lettre d'AFRISTAT

Bulletin trimestriel d'information

Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

ISSN 1561-3739

NUMERO 15

JANVIER

2001

EDITORIAL

SOMMAIRE

Editorial

*La pratique des prévisions
du secteur réel des
économies africaines.*

Nouvelles d'AFRISTAT

*Activités de la Direction
générale*

Activités internationales

Echos des INS

*Réunions, ateliers et
séminaires*

Avis de recrutement

Cette fois-ci, le compte est bon. Le troisième millénaire et le vingt-et-unième siècle ont bien commencé.

Au cours du siècle qui vient de s'achever la science a fait des progrès impressionnants. Une nouvelle ère s'ouvre devant nous, qui sera marquée par une accumulation sans précédent des connaissances. De nombreux défis seront à relever par les spécialistes de toutes les disciplines et les statisticiens ne seront pas en reste.

En limitant notre horizon aux dix prochaines années, l'Afrique devra s'atteler résolument à la consolidation de la démocratie, au rétablissement de la paix là où elle est compromise, à la lutte contre la pauvreté et à son insertion harmonieuse dans l'économie mondiale par le renforcement des processus d'intégration régionale. Elle devra également prendre toute sa place dans la nouvelle société de l'information.

Dans ce combat, les statisticiens devront apporter leur modeste contribution en fournissant aux décideurs politiques, aux opérateurs économiques, aux chercheurs et à la société civile les éléments chiffrés qui permettront d'éclairer le chemin vers le progrès.

AFRISTAT, qui entame sa sixième année de fonctionnement accompagnera, les systèmes statistiques nationaux de ses Etats membres dans cette entreprise gigantesque. L'espoir est permis. L'année 2000 a vu l'adoption d'un cadre stratégique pour le développement durable de la statistique : le programme statistique minimum commun (PROSMIC) qui couvre les cinq prochaines années. De nouveaux chantiers seront ouverts cette année dans des domaines aussi importants que la comptabilité nationale, le secteur informel, le suivi de la conjoncture, la prévision et la modélisation macroéconomique, les systèmes d'information pour le suivi de la lutte contre la pauvreté.

Je voudrais donc pour terminer, souhaiter une bonne santé à tous mes collègues d'AFRISTAT et des Etats membres, une bonne et heureuse année à tous nos lecteurs et partenaires.

Le Directeur Général d'AFRISTAT

Lamine DIOP

ADRESSE

BP E 1600
Bamako, Mali
Tél. (223) 21 55 00
21 60 73
Fax (223) 21 11 40
E-mail
afristat@afristat.org

Site Internet
www.afristat.org

La pratique des prévisions du secteur réel des économies africaines

Au mois de février 2000, AFRISTAT a entamé son activité d'appui aux systèmes statistiques nationaux des Etats membres dans le domaine du suivi conjoncturel et de la prévision à court terme. Cela s'est traduit par la tenue de deux séminaires organisés l'un avec l'UEMOA, l'autre avec la CEMAC, consacrés aux méthodes actuellement en cours dans les pays de ces deux unions économiques et monétaires. L'article qui suit correspond à l'état actuel des réflexions de l'Observatoire. Il a servi de base à une communication au séminaire organisé par le Pôle Dette de Yaoundé (Décembre 2000).

Comment définir une norme de « bonne pratique » des prévisions du secteur réel dans les pays africains ?

Une bonne pratique se définit comme une pratique adaptée aux conditions réelles locales. Il ne sert en effet à rien, (c'est même à la limite dangereux et contre-productif) d'utiliser des pratiques sophistiquées qui demanderaient, pour être mises en œuvre, un système statistique de très grande précision et des équipes nombreuses à compétences multiples.

La situation des différents pays est diverse et donc les pratiques recommandables devraient différer quelque peu d'un pays à l'autre. Néanmoins, on peut considérer qu'il existe une procédure minimale qui peut être recommandée dans l'ensemble des pays africains, qui permet le dialogue et la comparaison des prévisions. Cette pratique apparaîtra ambitieuse pour certains pays et minimale pour d'autres dont l'administration statistique pourrait, dans le même temps, explorer d'autres voies complémentaires.

Caractéristiques des pays africains vis-à-vis du processus de prévision économique

1) Des systèmes statistiques peu développés

Dans un passé récent, les systèmes statistiques nationaux

des pays africains ont été fortement redimensionnés ; certains instituts nationaux ont vu le nombre des cadres statisticiens divisé par 3. Même si cela peut s'accompagner de gains de « productivité », cela n'est pas sans conséquence sur le niveau des informations que peut fournir régulièrement un système statistique national. La réduction des budgets de fonctionnement a principalement porté sur les activités de diffusion de l'information, contribuant à isoler ainsi l'activité statistique du circuit de prise de décisions. Parallèlement, des pans entiers du suivi conjoncturel ont été abandonnés : rares sont les pays qui ont à leur disposition un outil de mesure de l'activité industrielle, un indice de production industrielle fiable et se rapportant à une structure récente ; certains pays ne publiaient plus d'indices des prix d'aucune sorte ; sans parler des statistiques du commerce extérieur....

Or, d'une part, la réalité à mesurer est complexe, il suffit de citer les problèmes de définition et de mesure de ce qu'on appelle le « secteur informel » ou les taux de non-réponses aux enquêtes auprès des chefs d'entreprise. Le problème d'un statisticien d'un pays développé est d'organiser l'interprétation d'une information volumineuse, celui d'un statisticien africain est souvent d'interpoler entre des informations partielles pour déboucher sur une cohérence globale. Ce deuxième type de travail n'est pas moins ardu que le premier.

D'autre part, le réinvestissement dans des méthodes statistiques est long et coûteux par rapport à un entretien régulier normal des instruments statistiques. Il a fallu quatre ans de 1994 à 1998 pour bâtir un indice harmonisé des prix à la consommation dans les pays de l'UEMOA. Il faut trois ans de travaux intenses et réguliers pour construire une série de comptes nationaux qui puisse permettre d'appréhender l'évolution économique passée, cinq ans minimum pour que cette série de comptes nationaux permette des

analyses et des diagnostics économiques plus fiables.

2) Des économies très sensibles aux aléas extérieurs

Contrairement aux économies développées, pour lesquelles la croissance est fortement auto-régressive, c'est-à-dire dépend fortement de l'évolution constatée lors de la période précédente, les retournements conjoncturels sont fréquents et de forte ampleur dans les pays africains. Ainsi, la production industrielle ivoirienne après deux ans de croissance au rythme de 15% l'an (fin 1996-fin 1998) s'oriente dès le premier trimestre 1999 sur une tendance de croissance nulle, voire de léger recul. Ces retournements interviennent sous l'effet de deux phénomènes principaux :

a) la sensibilité aux aléas climatiques ;

b) l'évolution des cours des produits exportés.

Le premier effet dépend du poids du secteur agricole dans l'économie et de la sensibilité de ce secteur à la pluviométrie. On a pu mesurer qu'un aléa climatique « standard » correspondait par exemple à un effet primaire (sans tenir compte des effets secondaires induits) égal à un choc de 5% environ sur la croissance du PIB au Mali comme au Maroc (pays très sensibles aux aléas de la pluviométrie), de 4% dans un pays comme le Kenya, 2% en Côte-d'Ivoire, au Cameroun ou au Sénégal, 1% au Nigeria et au Gabon.

Le second dépend de la part de la production du principal produit exporté dans l'économie considérée et de la volatilité du cours de ce produit sur les marchés internationaux. Un pays est d'autant plus sensible que son économie est plus centrée sur la production et l'exportation d'un seul produit de base et que le cours de ce produit est plus fluctuant sur les marchés internationaux. Par exemple, les variations de cours du café ou du pétrole sont beaucoup plus importantes d'un an sur l'autre

que celle des phosphates ou de l'or, qui constituent donc des ressources plus stables. Cet effet ne joue pas directement sur le volume du PIB. L'activité du secteur exportateur peut augmenter, mais sa rémunération diminue. La rente correspondante, véritable moteur de l'économie, se réduit et induit une baisse de l'activité des autres secteurs, orientés vers la satisfaction de la demande interne. Un aléa « normal » c'est-à-dire un aléa moyen (tel que constaté sur la longue période passée) sur les principales exportations peut entraîner une variation de revenu de l'ordre de 10% du PIB dans les pays exportateurs de pétrole (Gabon, Nigeria). L'effet est plus réduit, mais encore sensible pour des pays dont l'exportation est relativement plus diversifiée et centrée sur des produits un peu moins sensibles : plus de 3% du PIB pour la Côte d'Ivoire ou le Mali. Il est moins important pour des pays encore plus diversifiés dans leurs exportations dont les recettes sont plus stables : 2% pour le Cameroun, 1% pour le Sénégal ou le Maroc.

On peut qualifier l'économie des pays à étudier de duale, bien sûr au sens courant d'économie duale de la théorie de l'économie du développement, mais aussi sur un autre plan : une économie à la fois presque totalement extravertie pour certains secteurs et quasiment totalement introvertie pour d'autres. Si on mesure l'ouverture moyenne du pays par le rapport « exportations sur PIB », tous les pays étudiés dépassent largement le degré d'ouverture des Etats-Unis ou du Japon (11 à 12 %) ; la plupart sont au-dessus de la moyenne européenne (20 à 25 %) ; pour le Gabon, le degré d'ouverture (60%) voisine avec celui de la Belgique ou des Pays-Bas. Ce n'est donc pas un manque d'insertion dans le commerce international qui caractérise les économies africaines, mais une mauvaise insertion.

La variabilité de la rente externe, moteur de ces économies, entraîne une nette différenciation de la dynamique de court terme, très dépendante des aléas des marchés internationaux, et de celle de moyen terme. Pour celle-ci, on peut supposer une compensation au moins partielle des aléas pour

laisser la place aux « fondamentaux » de la théorie économique, et principalement au rôle de l'investissement dans la dynamique de croissance.

Caractéristiques d'une bonne pratique de la prévision du secteur réel des économies africaines

Tout d'abord, il va apparemment sans dire qu'une bonne pratique de prévision consiste à bien faire la part entre l'objectif de croissance espéré (souvent fondé sur des extrapolations de tendances passées) et la prévision qui, elle, tient compte des conditions réelles de la conjoncture à un niveau fin. De même, il est fondamental de distinguer entre la prévision ex-ante et l'estimation ex-post fondée, elle, sur les résultats effectifs de l'année. Ces rappels peuvent paraître comme de simples clauses de langage. Cependant, la pratique concrète en fait souvent fi. Il est facile de « contraindre » une prévision à être proche de l'objectif ; les marges d'incertitude sur la mesure de la croissance du PIB laissent toute latitude pour rapprocher, consciemment ou non, l'estimation finale de la prévision et donc, de l'objectif initial. Une bonne pratique consiste d'abord à s'affranchir de ces mauvaises pratiques quand elles ont lieu.

Une bonne pratique de la prévision du secteur réel dans les économies africaines consiste de plus à bien distinguer le raisonnement qui sous-tend les projections à court terme et les projections à moyen ou à long terme. Le critère principal de cette distinction est clair :

- à court terme, l'investissement est un élément de demande. Le véritable moteur de l'économie est externe et considéré comme aléatoire (pluviométrie, cours des produits de base, mais également l'aide internationale) ;

- à moyen terme, l'investissement est un facteur d'offre et constitue le facteur de croissance essentiel ;

- à long terme les facteurs humains (démographie, formation) et les facteurs d'environnement deviennent prédominants.

Le corollaire de cette distinction en ce qui concerne le problème de la dette va entraîner des questions sensiblement différentes :

- à court terme, problème de l'échéance : les ressources

budgétaires permettent-elles d'honorer l'échéance ?

- à moyen terme, problème de la soutenabilité : les ressources consacrées au remboursement de la dette mettent-elles en cause le processus de développement ? ou sa réciproque : les ressources nouvelles liées aux investissements financés par l'emprunt permettront-elles de couvrir (et au-delà) l'alourdissement du service de la dette sur les années à venir ?

Conséquence pour une bonne pratique de la prévision dans les pays africains

Pour la prévision à court terme, il faut impérativement tenir compte de l'influence prédominante des aléas conjoncturels, et s'orienter vers une analyse multisectorielle, distinguant entre secteurs exportateurs et secteurs orientés vers la satisfaction des besoins intérieurs, secteurs d'offre et secteurs de demande. En corollaire de ces exigences, on pourra supposer une rigidité de l'appareil productif. On prendra en compte une influence des évolutions réelles sur les prix du marché sans attacher trop d'importance à la réciproque.

Pour la prévision à moyen terme, les fluctuations conjoncturelles externes revêtent une moindre importance, soit que l'on présuppose qu'elles s'annihilent dans la période, soit qu'on ne sache pas les anticiper dans le moyen terme et qu'on retienne en conséquence une hypothèse d'évolution moyenne. Le moteur de la croissance est l'évolution de l'investissement. En conséquence, il faut prendre en compte une déformation de l'appareil productif et le rôle des prix relatifs dans la réallocation des ressources et des facteurs. Mais, l'analyse multisectorielle est moins essentielle, puisque les dynamiques convergent globalement pour l'essentiel.

Conséquence pour les instruments à utiliser et la modélisation à envisager :

Pour le court terme, le modèle le plus adapté est un modèle « base Leontief », qui nécessite principalement un Tableau Entrées-Sorties -TES, un Tableau

Economique d'Ensemble - TEE (ou un compte des ménages, un compte des entreprises et un compte de l'Etat résumé dans un Tableau des Opérations Financières de l'Etat - TOFE). Il faut de plus des informations structurelles relativement complètes et récentes, mais qui peuvent provenir d'un travail ponctuel sur une seule année.

Bien sûr, ce travail ponctuel approfondi sur une seule année et repris à des intervalles plus ou moins réguliers n'est pas une méthode recommandée. L'essentiel des enseignements de la comptabilité nationale naît de l'observation des évolutions des agrégats et des structures. La continuité des méthodes est en cette matière essentielle. Néanmoins, force est de constater qu'un certain nombre de travaux ont été faits de cette façon, certainement non optimale, mais qui peut cependant donner, pour la circonstance, des informations utilisables.

Pour le moyen terme, la détermination du PIB (au moins du PIB potentiel) doit reposer sur une (ou plusieurs) fonction(s) de production avec deux options :

- soit on privilégie les résultats d'ensemble, quitte à masquer les réallocation intersectorielles et on adoptera un modèle unisectoriel ;
- soit on est en mesure de dominer ces réallocation et on s'orientera vers une modélisation de type Equilibre Général Calculable (EGC).

D'autres approches sont possibles ; parmi lesquelles nous pouvons citer :

- le modèle bi-sectoriel du Gabon dans lequel un bloc décrit le secteur pétrolier et calcule le montant de la rente pétrolière et son partage entre les différents secteurs institutionnels ou agents économiques. Un autre bloc va prendre en compte ce résultat pour déterminer la dynamique réelle de l'économie « hors pétrole », décrite en un seul bien. Ce modèle est vraiment conçu pour les

caractéristiques de l'économie gabonaise (grosse variabilité de la rente pétrolière déterminante, aléa climatique très limité et sans influence sur la dynamique réelle du secteur « hors pétrole »)

- les « Leontief » cheminants, modèle SESAME du Plan sénégalais, modèles construits pour le Congo, qui allient à une structure de modèle de court terme une endogénéisation de la fonction d'investissement et des fonctions de production sectorielles. Cela permet une dynamisation d'un modèle de base essentiellement statique.

Sur quoi appuyer une bonne modélisation et une bonne pratique de la prévision du secteur réel ?

La méthode préconisée pour la prévision à court terme suppose un suivi conjoncturel précis et rigoureux : taux de change, cours des matières premières, informations sectorielles, météorologie, ... qui permette, dans un premier temps, la détermination la plus rigoureuse possible des nombreux exogènes du modèle et, par la suite, un contrôle trimestriel de la trajectoire retenue à la « sortie du modèle ». Elle exige également une base relativement solide de comptabilité nationale. Si celle-ci peut en théorie être limitée à une monographie consacrée à une année de base, il est bien évident que la méthode ne tire que des avantages d'une comptabilité nationale régulière, cohérente, fiable et rapide.

Pour le moyen terme, l'accent doit être mis sur une étude approfondie du capital productif (au sens large) accumulé. Les questions essentielles porteront sur la mesure du stock de capital installé, la fonction d'amortissement économique, d'obsolescence et/ou de déclassement du capital et le rôle du facteur travail dans une fonction de production adaptée (pas de substituabilité parfaite, distinction entre le facteur travail qualifié et travail non-qualifié, complémentarité ou substituabilité entre l'investissement productif et

les infrastructures, entre les infrastructures de transport et énergétiques, etc.).

Si on s'oriente vers les modèles de type EGC, il est indispensable de réunir une somme d'informations importante sur le comportement des différentes catégories de ménages retenues qui se traduit par un grand nombre d'élasticités dans les équations. Le résultat des modèles peut être très dépendant de ces élasticités. Ce type de modélisation est in fine très exigeant en renseignements d'ordre statistique

*
* * *

Pour un progrès de l'ensemble des Etats membres d'AFRISTAT dans le sens des bonnes pratiques de prévision du secteur réel.

AFRISTAT a inscrit dès cette année à son programme de travail, en prenant pour priorité l'amélioration de l'analyse de la croissance à court terme :

- des réunions semestrielles de conjoncture et de prévision à court terme par sous-zone, en concertation avec l'UEMOA et la CEMAC ;

- un appui à la publication régulière d'informations conjoncturelles, sous forme de bulletins de conjoncture classiques ou de publications électroniques, condition préalable à l'élaboration d'une note de conjoncture synthétique trimestrielle régulière.

- un séminaire à tenir prochainement sur un choix commun de voies de modélisation avec deux buts : la mise à un niveau minimal acceptable des pays les moins avancés, la définition de voies d'exploration pour les pays les mieux dotés en instruments de prévision.

Nouvelles d'AFRISTAT

Réunions statutaires

Le Comité de direction d'AFRISTAT a tenu sa 6^e réunion ordinaire du 16 au 18 octobre 2000 à Bamako (Mali) sous la présidence de Mme Sidibé Fatoumata Dicko, Directeur national de la statistique et de l'informatique du Mali. M. Sekouba Diarra, Conseiller technique, représentant le Ministre de l'économie et des finances du Mali, a ouvert les travaux. Au cours de ces assises, le Comité de direction a approuvé le rapport

d'activités de la Direction générale pour la période allant d'août 1999 à septembre 2000 et arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1999. Il a examiné et adopté le programme de travail 2001 et le budget ordinaire 2001 de la Direction générale. D'autres questions touchant la bonne marche de l'organisation ont également été examinées, notamment les propositions de la Direction générale sur la conduite de l'étude "AFRISTAT après

2005", étude relative à l'avenir d'AFRISTAT au terme du mécanisme actuel de financement de ses activités mis en place à la création de l'institution en 1993. Enfin, Mme Dorothée Ouissika, Directrice générale du Centre national de la statistique et des études économiques du Congo a été élue Présidente du Comité de direction pour la période 2000-2002.

Visite de personnalités

M. Alain Azouvi, consultant international en statistiques, a séjourné à Bamako du 18 au 27 octobre 2000 dans le cadre de la préparation de la prochaine session de l'Institut international de

statistique (IIS) qui se tiendra en août 2001 à Séoul. M. Alain Azouvi a été reçu par M. Lamine Diop pour discuter du contenu d'une communication sur le thème "Stratégie statistique et

logique d'institution" qu'ils préparent pour cette occasion de concert avec M. Naman Keita, statisticien principal à la FAO.

Activités de la Direction générale

Dans le domaine de l'organisation des systèmes statistiques nationaux

Dans le cadre de l'étude sur la situation institutionnelle des instituts nationaux de statistique (INS) des Etats membres d'AFRISTAT, le Directeur Général Adjoint s'est rendu au mois de novembre 2000 successivement à

Ouagadougou (Burkina Faso), du 6 au 10, Lomé (Togo), du 15 au 23, et Brazzaville (Congo), du 23 au 28. A chacune de ces étapes, il a discuté avec les responsables des INS des récents développements du cadre institutionnel des INS, de

l'organisation interne du travail et de la mise en œuvre des recommandations des derniers ateliers organisés par AFRISTAT à l'attention des directeurs des INS.

Dans le domaine de la comptabilité nationale et des nomenclatures

Le guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux ainsi que le document

destiné aux utilisateurs des nomenclatures d'activités et de produits sont prêts à être publiés.

Ces deux documents seront bientôt disponibles sur le site Internet d'AFRISTAT et sur CD-Rom.

Dans le domaine de la prévision et de la conjoncture

AFRISTAT a organisé, du 6 au 10 novembre 2000 à Douala (Cameroun), un séminaire sur les méthodes de suivi de la conjoncture à court terme dans les Etats membres de la CEMAC. Financé par la Coopération française, cet atelier est la continuation des efforts déjà entrepris au niveau de la Zone Franc en matière de convergence économique. L'atelier a vu la participation des délégués des six

Etats membres de la CEMAC, des représentants de la BEAC, de la BCEAO et de la Banque de France ainsi que des assistants techniques français s'occupant de ces questions en poste au Cameroun, en Centrafrique et en Guinée Equatoriale. Il était animé par des experts venant du Ministère français des affaires étrangères, de l'Agence française de développement et d'AFRISTAT.

L'objectif de cette rencontre était à la fois pédagogique et opérationnel. L'occasion a été donnée d'échanger des points de vue sur les méthodes de suivi de la conjoncture et de la prévision économique dans les Etats membres de la CEMAC et de proposer un calendrier pour la convergence vers des méthodes de prévision harmonisées au sein de la sous-région.

Dans le domaine des statistiques des prix à la consommation

Dans les Etats membres de la CEMAC

Le Secrétariat exécutif de la CEMAC et AFRISTAT ont organisé, du 7 au 10 novembre 2000 à Brazzaville dans les locaux de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), un séminaire sur le projet Prix en cours d'exécution dans les Etats de la CEMAC. Les responsables des statistiques des prix des INS des Etats membres de cette organisation ont pris part à ce séminaire. Financé par le Ministère français des affaires étrangères, le séminaire a été animé par un expert statisticien informaticien et l'expert en statistiques des prix d'AFRISTAT. Les travaux ont porté d'une part sur le bilan des activités menées dans les services des prix des INS et d'autre part sur l'application informatique CHAPO

(Calcul HARmonisé des Prix par Ordinateur) pour les travaux d'apurement et de traitement des données.

Les prix de base 2000 des indices harmonisés doivent être disponibles pour les neuf villes retenues au cours du premier trimestre 2001.

La collecte des prix selon la méthodologie harmonisée se poursuivra avec l'appui financier de la Coopération française en 2001 et 2002, jusqu'à la mise en place définitive des indices harmonisés.

Dès 2001, les Etats membres de la CEMAC participeront au financement de la collecte avant de le prendre totalement en charge à partir de 2003.

Dans les Etats membres de l'UEMOA

Sur financement du Ministère français des affaires étrangères, AFRISTAT a organisé du 28 novembre au 1^{er} décembre 2000 à Bamako, un séminaire de formation aux techniques d'analyse de l'évolution des prix. En dehors de la Guinée-Bissau, chaque Etat membre de l'UEMOA était représenté par deux experts de l'Institut national de statistique. A ce séminaire, ont également pris part la BCEAO et la Commission de l'UEMOA. Les participants ont émis des recommandations pour rendre plus fiables encore les données de base des indices harmonisés et ont adopté des outils harmonisés pour l'analyse des prix.

Dans le domaine de l'informatique

En liaison avec le site www.afristat.org, la Direction générale d'AFRISTAT dispose d'une nouvelle adresse électronique plus conforme à son

statut d'organisation internationale : afristat@afristat.org. Les courriers envoyés à nos anciennes adresses sont automatiquement acheminés vers la nouvelle boîte. Par ailleurs,

chaque membre du personnel de la Direction générale est doté désormais d'une boîte électronique sous le format « Prénom.Nom@afristat.org ».

Dans le domaine des publications et de la diffusion

L'actualisation des données statistiques du site Internet d'AFRISTAT se déroule selon le même schéma que pour la première collecte. Les travaux en cours doivent se terminer pour l'ensemble des pays en janvier 2001 afin que ces données puissent être consultables sur le

site au cours du premier trimestre 2001.

Une version révisée du site Internet d'AFRISTAT est accessible en ligne (<http://www.afristat.org>) depuis le 27 octobre 2000. Cette nouvelle version inclut en particulier une rubrique "Actualités", contenant des mises à jour régulières pour les dernières

statistiques (indices de prix), les dernières parutions d'AFRISTAT et les réunions et séminaires organisés par AFRISTAT ainsi que les nouvelles des INS. On y a introduit aussi des liens vers d'autres sites d'organismes internationaux traitant des statistiques ou d'intégration régionale.

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

-- Burkina Faso

Dans le cadre des études pour tester les outils d'analyse des statistiques des prix, l'expert en statistiques des prix a séjourné à Ouagadougou du 23 au 27 octobre 2000 où il a apporté un appui aux responsables chargés du suivi des statistiques des prix.

-- Cameroun

Dans le cadre de l'enquête sur les dépenses des ménages en cours d'exécution à Douala et Yaoundé (Cameroun), l'expert en enquêtes auprès des ménages et un expert statisticien informaticien ont travaillé, du 27 octobre au 2 novembre 2000, avec l'équipe chargée de l'exploitation des données de la Direction de la statistique et de la comptabilité nationale sur les contrôles à intégrer dans le programme de saisie et les procédures de traitement des données proprement dites.

-- Guinée Equatoriale

L'expert en statistiques des prix s'est rendu du 4 au 9 décembre 2000 auprès de la Direction générale de la statistique pour apporter une assistance technique à la mise en place d'un indice provisoire des prix dès janvier 2001. Les travaux ont porté sur le calcul des pondérations,

l'apurement des données et la préparation de la publication.

♦ Mali

La Direction générale poursuit son appui à la Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI) dans le cadre de l'implantation du module ERETES. Quelques difficultés restent encore à surmonter notamment au niveau du traitement des impôts, de la balance des paiements et du commerce extérieur avant de procéder à l'achèvement des comptes de l'année de base 1997. Par ailleurs, AFRISTAT est associé à une étude pour la mise en place à la DNSI d'un bulletin et d'une note de conjoncture trimestriels rénovés, incluant les principaux indicateurs économiques du Mali et le contexte économique international.

-- Mauritanie

AFRISTAT poursuit ses missions d'appui à l'Office national de statistique (ONS) dans le cadre de l'implantation du module ERETES d'élaboration des comptes nationaux. A cette fin, deux missions ont séjourné à Nouakchott au cours du dernier trimestre de l'année 2000 (début octobre et première quinzaine de décembre). Elles ont permis d'aboutir à la synthèse des comptes pour l'année de base 1998. Quelques travaux de

consolidation restent encore nécessaires avant le passage à la première année courante 1999.

-- Niger

Dans le cadre des études pour tester les outils d'analyse des statistiques des prix, l'expert en statistiques des prix a séjourné à Niamey du 3 au 6 octobre 2000 où il a apporté un appui aux responsables chargés du suivi des statistiques des prix.

-- Sénégal

Une mission d'AFRISTAT a été effectuée du 20 au 24 novembre 2000 à la Direction de la prévision et de la statistique à Dakar. Il s'agissait d'une mission préparatoire à l'implantation du module ERETES. Elle a permis de présenter les travaux nécessaires au paramétrage de la base (nomenclatures) et de faire l'inventaire des sources disponibles et nécessaires pour les travaux avec le module. Les travaux sur les nomenclatures et sur les sources ont été initiés et seront poursuivis par les comptables nationaux sénégalais.

-- Cap-Vert

A la demande de l'Institut national de la statistique (INE) et sur un financement de la Banque mondiale, l'expert en enquêtes auprès des ménages s'est rendu à

Praia du 11 au 18 décembre 2000 pour mettre à jour le document de projet de l'enquête Budget – Conditions de vie des ménages, dont la collecte doit débiter au deuxième semestre 2001, proposer un programme de travail ainsi que la composition de la Cellule d'exécution du projet et réviser les

termes de référence de l'assistance technique.

L'enquête a pour principaux objectifs d'actualiser le panier et les pondérations de l'indice des prix à la consommation, de fournir des données pour la comptabilité nationale et des informations

statistiques nécessaires pour élaborer le premier Livre Blanc sur la pauvreté. Elle vise également à actualiser les normes de consommation pour les produits de base. L'enquête sera financée par la Banque mondiale.

Activités internationales

– Relations avec les organisations sous-régionales d'intégration économique

Avec la CEDEAO

M. Lamine Diop a conduit une délégation d'AFRISTAT, du 23 au 25 octobre 2000 à Dakar, auprès de la BCEAO pour discuter du projet d'harmonisation des statistiques prioritaires de la surveillance multilatérale au sein de la CEDEAO. Au cours de la mission, la délégation a été reçue par M. Charles Konan Banny, Gouverneur de la BCEAO. Auparavant, M. Hubert Gbossa, expert en comptabilité nationale, avait pris part à une réunion organisée par le Secrétariat exécutif de la CEDEAO, du 9 au 12 octobre 2000 à Abuja (Nigeria), sur le programme statistique de la CEDEAO.

Avec l'UEMOA

La Direction générale a finalisé avec la Commission de l'UEMOA

le texte du contrat de subvention pour la mise en œuvre des volets "Comptabilité nationale", "Secteur informel" et "Prix" du Programme d'appui régional statistique (PARSTAT) de l'UEMOA que finance l'Union européenne. Cette activité a été réalisée avec la collaboration de Mme Christine Spanneut, mise à la disposition de la Commission de l'UEMOA par le CESD-Communautaire pour la gestion de ce programme. On rappelle que la rénovation des comptes nationaux, la réalisation d'enquêtes sur le secteur informel en milieu urbain et l'élaboration de l'indice des prix à la consommation en Guinée-Bissau sont les trois principaux domaines d'intervention d'AFRISTAT dans ce programme. Il est attendu que tous les travaux démarrent au cours du premier trimestre 2001.

Avec la CEMAC

Une réunion préparatoire sur l'appui de l'Union européenne aux Etats membres de la CEMAC dans le cadre du Programme statistique biennal de la CEMAC s'est tenue le 19 décembre 2000 à Douala (Cameroun). Ont pris part à cette réunion M. Jean NKUETE, Secrétaire Exécutif de la CEMAC, M. Gilles Rambaud-Chanoz, Chef de la Division C3 à EUROSTAT et M. Lamine Diop, Directeur Général d'AFRISTAT. Un calendrier de travail a été adopté. Il aboutira en fin mars 2001 à l'organisation d'un atelier sur la convergence statistique en zone CEMAC. Le Secrétariat exécutif de la CEMAC, la BEAC, EUROSTAT et AFRISTAT seront associés à ce travail.

– Missions de la Direction générale

- Du 22 octobre au 1^{er} novembre 2000, M. Prosper Backiny Yetna, expert chargé du secteur informel, de l'emploi et de la pauvreté, a participé à Paris (France) aux journées d'économie du développement organisées par DIAL et l'Université de Laval (Québec) sur les questions relatives à la pauvreté et aux inégalités dans les pays d'Afrique et d'Amérique latine.

- Sur invitation du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA – ACP/UE), M. Eloi Ouedraogo, expert en statistiques agricoles, a participé du 4 au 12 novembre 2000 à Entebbe (Ouganda) à un atelier sur les perspectives des réseaux de politique agricole dans les pays ACP. L'objectif de l'atelier était de discuter des stratégies d'information et de communication à mettre en place afin de faciliter la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques agricoles.

- Sur invitation de la FAO et sur financement de la Banque

mondiale, M. Paul-Henri Wirrankoski, expert en enquêtes auprès des ménages, a participé à l'animation d'un séminaire sur l'archivage des données de recensements et d'enquêtes agricoles sur Cd-Rom qui s'est tenu du 8 au 17 novembre 2000 dans les locaux de l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan.

Les participants venaient des services statistiques des ministères de l'Agriculture et/ou du Développement rural. Les pays représentés étaient les suivants : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Congo (RD), Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo. Un représentant de la FAO (Rome) a également participé au séminaire.

L'objectif principal était que chaque participant puisse produire un CD-Rom avec toute la documentation et toutes les données d'une enquête ou d'un recensement agricoles auquel il avait pris part. Ceci, dans le but de promouvoir l'archivage, la gestion et la

diffusion des données et de la documentation des enquêtes et recensements.

- M. Martin Balépa, Directeur Général Adjoint, a pris part, du 16 au 17 novembre 2000 à Lomé (Togo), aux deuxièmes assises du Comité de pilotage de l'Observatoire des finances locales sur invitation du Programme de développement municipal (PDM).

- Sur invitation de la Division des statistiques des Nations unies, M. Hubert Gbossa, expert en comptabilité nationale, a représenté AFRISTAT à deux ateliers organisés à Addis-Abeba au siège de la CEA. Le premier portait sur les comptes des ménages dans le cadre de la comptabilité nationale (du 20 au 24 novembre 2000) et le second sur les nomenclatures économiques et sociales internationales (du 27 novembre au 1^{er} décembre 2000). L'atelier sur les nomenclatures a mis l'accent sur la nécessité d'adapter les nomenclatures internationales aux réalités régionales, sous-régionales ou

nationales et sur leur utilisation. Les perspectives de révision des nomenclatures internationales ainsi que la nécessité d'une meilleure prise en compte des besoins des pays en développement dans ces nomenclatures ont été discutées.

Pour l'atelier sur les comptes des ménages, en plus du rappel sur les concepts et définitions, il s'agissait de discuter des efforts encore nécessaires pour l'intégration du secteur informel dans les comptes nationaux. On a aussi examiné les extensions possibles du tableau des ressources et des emplois aux matrices de comptabilité sociale et évoqué l'élaboration des comptes satellites, notamment ceux relatifs au tourisme.

- M. Prosper Backiny Yetna, expert chargé du secteur informel, de l'emploi et de la pauvreté, a pris part à deux ateliers, du 20 au 24 novembre 2000 à Douala et du 11 au 13 décembre 2000 à Dakar, organisés respectivement par les

équipes multidisciplinaires du BIT pour l'Afrique centrale (EMAC) et pour l'Afrique sahélienne (EMAS).

L'atelier de Douala avait pour objectifs de faire une analyse critique des systèmes d'information actuels, d'identifier les indicateurs et la structure des bases de données et de mobiliser les partenaires au développement sur les questions de renforcement des systèmes d'information. Une *"Stratégie d'amélioration des systèmes d'information en Afrique centrale"* a été adoptée.

A Dakar, il s'agissait de montrer l'importance d'une nomenclature des professions pour tout système d'informations sur le marché du travail, d'échanger les expériences sur l'élaboration de telles nomenclatures en vue de la mise en place d'une classification commune sous-régionale.

- Sur financement du Ministère français des affaires étrangères, M. Balépa a séjourné du 4 au 7

décembre 2000 à Lusaka (Zambie) pour assister à un atelier organisé par le Consortium PARIS21, le Secrétariat de la SADC (South Africa Development Community) et le gouvernement zambien. Les travaux de cet atelier étaient axés sur le développement des partenariats pour la satisfaction des besoins en informations pour les stratégies de réduction de la pauvreté.

- Sur invitation de la Banque des Etats de l'Afrique centrale, M. Christian Girier, expert macroéconomiste, a représenté AFRISTAT à un séminaire sur *"les meilleures pratiques en matière de projection macro-économique"*. Ce séminaire a été organisé du 11 au 22 décembre 2000 à Yaoundé par le *Debt Relief International (DRI)* et le Pôle régional de formation en gestion de la dette en Afrique du Centre et de l'Ouest.

Echos des instituts nationaux de statistique

BENIN

- La 11^e Journée africaine de la statistique a été célébrée le 18 novembre 2000 avec une participation active des étudiants en statistique de l'Institut national d'économie du Bénin.

- L'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) poursuit la préparation et l'exécution des recensements et enquêtes prévus dans son programme de travail. Parmi ces projets, on peut citer le troisième Recensement général de la population et de l'habitation prévu en 2002, l'Enquête sur les migrations au Bénin dont l'analyse des données est en cours, la deuxième Enquête démographique et de santé dont les documents techniques sont en cours d'élaboration et l'Enquête socio-anthropologique sur la fécondité et la mortalité au Bénin dont les données collectées sont en attente de traitement.

- L'INSAE poursuit les travaux de création d'une base de données socio-économiques avec la mise en place des dispositions pratiques pour le démarrage de la phase pilote.

- D'autres travaux importants se poursuivent: la mise en place d'une base de données pour le Tableau de bord social (TBS) édition 2000 et l'élaboration d'une nomenclature des métiers dans le secteur de l'artisanat.

- Sont diffusés ou seront incessamment publiés : Comptes nationaux 1996-1999, Note sur le commerce extérieur (premier semestre 2000), Point conjoncturel du troisième trimestre 2000.

- Au titre des perspectives, la deuxième session du Conseil national de la statistique se réunit bientôt, la cartographie pour le troisième recensement de la Population démarre au cours du premier trimestre 2001 de même que l'étude sur les "Activités féminines" et l'étude sur "Pauvreté, qualité de vie et croissance urbaine : cas de la ville de Cotonou". Enfin,

au cours du premier trimestre 2001, il est prévu d'organiser, à l'attention des utilisateurs, des ateliers de diffusion des nomenclatures d'activités et de produits des Etats membres d'AFRISTAT.

BURKINA FASO

L'Institut national de la statistique et de la démographie a changé de statut. Il est devenu un établissement public à caractère administratif depuis fin octobre 2000.

CONGO

A l'occasion de la célébration de la 11^e Journée africaine de la statistique, le Centre national de la statistique et des études économiques a organisé, du 16 au 18 novembre 2000 à Brazzaville, une *Concertation nationale sur la statistique* avec l'appui technique de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, représentée par Mme Awa Thiongane, conseiller régional.

GABON

- Le Ministre délégué à la planification a récemment signé avec la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) à Harare (Zimbabwe) une convention de près d'un million de dollars pour le financement du projet intitulé "Renforcement des capacités en matière de coordination statistique et de comptabilité à la DGSEE (Direction générale de la statistique et des études économiques)".

- La DGSEE vient de publier les documents suivants : "Annuaire statistique du Gabon 1993-1997", "Emploi et salaires des entreprises du secteur moderne au Gabon en 1995" et "Comptes nationaux du Gabon, définitifs 1996, semi-définitifs 1997 et 1998".

- La DGSEE réalise la première Enquête Démographique et de Santé (EDS) du Gabon. La phase de collecte de données se poursuit dans toutes les provinces du pays.

MAURITANIE

- Le dénombrement de la population en milieu sédentaire dans le cadre du Recensement général de la population et de l'habitat-2000 a été effectué du 1^{er} au 15 novembre 2000. Les populations nomades seront recensées à compter du 1^{er} février 2001. Une enquête de couverture a été lancée courant décembre 2000. Le traitement, l'analyse et la diffusion des données issues de ce recensement sont programmés pour l'an 2001.

- Les travaux de collecte des données de la première phase de l'Enquête sur les conditions de vie des ménages (EPCV) ont été achevés fin novembre 2000. Les résultats attendus de cette opération serviront au bouclage du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) en cours d'élaboration.

NIGER

- Le Comité national de la statistique s'est réuni le 24 octobre et le 07 novembre 2000 et a statué sur la mise en place d'un système d'information géographique intégré. Les travaux sont actuellement en cours, notamment la finalisation du répertoire des villages version 1998.

- Le troisième Rapport national sur le développement humain (1999) vient de paraître. Le thème central est "Environnement et développement durable". Il été réalisé par une équipe de consultants nationaux placée sous la supervision technique de la Direction de la statistique et des comptes nationaux (DSCN) avec un financement PNUD.

- La DSCN vient de publier les comptes économiques de la Nation, définitifs 1995-1997.

- M. Bernard Rostaing, statisticien économiste de l'assistance technique française, vient de prendre service au sein de la Cellule d'expertise financière du Ministère des finances.

TOGO

Le rapport préliminaire de la deuxième enquête MICS (Multiple Indicators Cluster Survey) a été publié au mois d'octobre 2000. La version finale sera publiée dans les semaines à venir. On rappelle que cette enquête a été réalisée sur le terrain par la Direction générale de la statistique du 5 août au 4 septembre 2000 avec l'appui technique de l'Unité de recherche démographique (URD) de

l'Université du Bénin à Lomé. Elle a été financée par l'UNICEF et portait sur un échantillon de 5 096 ménages. Le principal objectif de cette étude était de fournir des informations pour l'évaluation de la situation des enfants et des femmes au Togo et des données nécessaires pour le suivi des progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Sommet mondial pour les enfants de 1990.

UGANDA

Le Bureau des statistiques de l'Ouganda (Uganda Bureau Of Statistics – UBOS) a célébré avec un faste particulier la 11^e Journée africaine de la statistique, le 18 novembre 2000. Les cérémonies marquant cette journée ont été suivies par un parterre impressionnant de personnalités dont le Président de la République de l'Ouganda.

NECROLOGIE

Nous venons d'apprendre le décès, survenu le 19 décembre 2000, de M. David Guiapili, expert national, responsable des statistiques économiques à la Division des statistiques et des études économiques (DSEE) de la République Centrafricaine. En cette triste circonstance, le Directeur Général et le personnel d'AFRISTAT présentent leurs sincères condoléances au personnel de la DSEE ainsi qu'à la famille du défunt si durement éprouvée.

Réunions, ateliers et séminaires

Séminaire sur la conjoncture économique en Afrique de l'ouest (AFRISTAT)
Bamako, 5-9 février 2001

Séminaire sur la conjoncture économique en Afrique centrale (AFRISTAT)
Libreville, 5-9 mars 2001

32^e réunion de la Commission de statistique des Nations unies
New York, 6-9 mars 2001

Séminaire sur la modélisation économique à court terme (AFRISTAT)
Bamako, 19-23 mars 2001

Séminaire sur la convergence statistique dans une union économique et monétaire (CEMAC)
Brazzaville, 19-23 mars 2001

Séminaire sur le Système général de diffusion des données (FMI/AFRISTAT)
Bamako, 27 mars -10 avril 2001

Atelier sur les statistiques de l'élevage (FAO/AFRISTAT)
Bamako, mars 2001

AVIS DE RECRUTEMENT

L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) est une organisation internationale créée en 1993 par les pays africains membres de la Zone Franc. Il a son siège à Bamako (Mali) et a commencé ses activités en janvier 1996. Il a pour objectif de contribuer au développement des statistiques économiques, sociales et de l'environnement dans les Etats membres et de renforcer leurs compétences dans ces domaines.

AFRISTAT recherche des ressortissants expérimentés des Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée Equatoriale, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo) pour occuper les deux postes ci-après :

- **Directeur Général Adjoint**

Ce cadre assiste le Directeur Général dans la gestion d'AFRISTAT, l'exécution des projets et missions qui lui sont confiés, la préparation et le suivi de l'exécution des décisions du Conseil des Ministres et du Comité de direction.

- **Expert (statisticien ou économiste) spécialisé dans le suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté**

Ce cadre a pour tâche de conseiller les Etats membres pour une réponse adéquate et efficace à la demande internationale en la matière : mise en place de système d'information, analyse économique de la pauvreté et définition de stratégies de réduction de la pauvreté.

Qualifications

Les candidats à ces deux postes doivent être titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur (niveau maîtrise au minimum) en statistique, économie, démographie ou dans une discipline connexe et avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq ans, de préférence en Afrique.

Les candidats au poste de Directeur Général Adjoint doivent être âgés de 35 ans au moins, justifier d'une compétence technique et avoir assumé des responsabilités importantes dans les domaines statistiques ou économiques.

Les candidats au poste d'expert doivent être âgés de 25 ans au moins et avoir d'excellentes capacités d'analyse et de synthèse.

Les dossiers de candidatures doivent parvenir à l'adresse ci-dessous au plus tard le **1^{er} avril 2001**.

Monsieur le Directeur Général
AFRISTAT
B.P. E 1600
Bamako (MALI)
Téléphone : (223) 21 55 00 / 21 60 73
Fax : (223) 21 11 40
Email : [afriat@afriat.org](mailto:afristat@afriat.org)

La liste des pièces à fournir et tous renseignements peuvent être obtenus à la même adresse.

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande

Directeur de publication : Lamine DIOP Rédacteur en chef : Martin BALEPA Maquette et impression : IMPRIM COLOR Bamako ISSN 1561-3739
--